

L'innovation régionale dans 15 États du Mexique

Comment les États mexicains peuvent-ils poursuivre leur croissance durant la crise ?

Comment la politique nationale peut-elle contribuer à améliorer la situation à cet égard ?

Que devraient faire les États ?

Quels sont les outils de gouvernance qui permettent d'atteindre ces objectifs ?

Pour plus d'information

Références

Où nous contacter ?

Introduction

L'innovation est un vecteur important du développement économique et de l'accroissement de la productivité. De fait, les gouvernements sont tout à fait conscients que l'un des moyens qui peut leur permettre de sortir de la crise financière et économique actuelle est d'investir dans l'innovation. Plusieurs pays de l'OCDE ont suivi cette stratégie dans le passé et sont en tête. Ces investissements dans les systèmes régionaux d'innovation et les mécanismes de transfert de technologies peuvent faciliter la transition vers une économie du savoir et créer des emplois. Il est nécessaire que tous les niveaux d'administration prennent des mesures, avec le concours du secteur privé, pour faciliter la transition d'une économie fondée sur le « fabriqué au Mexique » vers une économie fondée sur le « conçu au Mexique ».

Une question fondamentale, qui se pose pour le Mexique et pour d'autres pays de l'OCDE, est celle de savoir si la politique nationale soutient, de manière générale, le développement des systèmes régionaux d'innovation et, si tel est le cas, si elle répond aussi aux besoins de développement des régions en retard. Les politiques nationales devraient viser à mieux répondre aux besoins des différents types d'États en s'appuyant sur leurs atouts économiques et scientifiques. Toutes les régions de l'OCDE ne peuvent pas jouer un rôle de leader technologique comme Silicon Valley ; mais toutes les régions ont besoin d'améliorer leurs capacités d'adaptation des technologies à leurs besoins en matière d'innovation.

Les entreprises sont au cœur du processus d'innovation, mais elles n'agissent pas de manière isolée. Les politiques suivies dans les pays de l'OCDE en faveur du développement régional, de la science et de la technologie, des entreprises et de l'enseignement supérieur, englobent des approches régionales en vue d'atteindre les objectifs visés au plan national pour l'innovation et la croissance économiques. Les politiques nationales du Mexique n'encouragent toujours pas suffisamment la hausse de la compétitivité dans tous les types de régions. Il importe d'y remédier de toute urgence en raison des fortes disparités régionales en termes de revenu et de productivité.

Les États mexicains encouragent de plus en plus l'émergence de pôles de compétitivité et de systèmes régionaux d'innovation, mais leurs efforts pourraient être réorientés au service d'une économie du savoir. Les États doivent s'efforcer d'intégrer davantage la S-T (science et technologie) et l'innovation dans leurs programmes d'action en faveur du développement économique et de la compétitivité. Et ils doivent aussi coopérer entre eux.

La présente *note de synthèse* vise à déterminer comment, au Mexique, les politiques nationales et celles des États peuvent améliorer l'innovation régionale, laquelle peut, à son tour, favoriser la croissance de l'économie nationale et stimuler la productivité. ■

Comment les États mexicains peuvent-ils poursuivre leur croissance durant la crise ?

En dépit d'améliorations majeures de la stabilité macroéconomique du Mexique, la stagnation de la productivité de la main-d'œuvre se traduit par une croissance économique insuffisante. Il est donc essentiel d'augmenter les investissements dans l'innovation. En effet, les activités de recherche-développement (R-D) représentent 0.5 % du PIB du Mexique (où les entreprises de R-D jouent un rôle particulièrement réduit) alors que la moyenne pour la zone OCDE dépasse 2 %. À la lumière de la crise financière et économique actuelle, et compte tenu du fait que les investissements dans l'innovation ont un caractère procyclique, il est nécessaire d'accroître davantage les efforts d'investissement durant cette période difficile afin d'étayer la croissance future.

Les données disponibles mettent en lumière les disparités entre les États mexicains sur le plan des revenus, de la productivité et des performances liées à l'innovation. C'est pourquoi les objectifs de croissance visés au plan national ne peuvent être atteints à l'aide des mêmes moyens dans tous les États.

- Les performances économiques des États du Mexique sont inférieures aux moyennes de l'OCDE ; toutefois, on note de très grandes disparités, en termes à la fois de PIB par habitant et de taux de croissance économique.
- La pauvreté reste un problème très répandu au Mexique et pèse lourdement sur la compétitivité. Bien que les niveaux de pauvreté soient, de manière générale, en baisse, plus de 40 millions de Mexicains (soit 42 % de la population) expérimentent une forme ou une autre de pauvreté, et l'incidence de la pauvreté varie fortement, non seulement d'un État à l'autre, mais aussi entre les contextes urbains et ruraux.
- Le Mexique est l'un des pays de l'OCDE où les écarts de productivité entre les régions (PIB par travailleur) sont les plus élevés.

Graphique 1.
ÉTATS PARTICIPANTS



- Le taux global de diplômés de l'enseignement tertiaire au Mexique est inférieur aux moyennes de l'OCDE. Le Mexique est aussi l'un des pays de l'OCDE où ces taux varient le plus fortement d'une région à l'autre.
- La spécialisation des États mexicains s'est accrue depuis l'adhésion à l'ALENA. Les États du Nord situés à la frontière des États-Unis et les grandes économies régionales font apparaître des taux de spécialisation plus élevés dans les industries manufacturières, et en première analyse, on observe un lien positif entre la productivité et la spécialisation. Dans 15 des 32 États du Mexique, la part des secteurs de haute technologie est inférieure à 1 %.
- Environ 90 % des flux d'investissement direct étranger (IDE) sont concentrés dans les États du Centre et proches de la frontière Nord. Si l'on tend à considérer que les grandes entreprises manufacturières et l'IDE génèrent des retombées technologiques sous forme de dépenses de S-T, de hausse de la productivité et de salaires plus élevée, ce n'est pas toujours le cas. La productivité et les rémunérations sont plus élevées dans les entreprises qui concentrent moins de 50 % de l'IDE (par rapport à celle où le capital étranger est absent ou supérieur à 50 %). Il est surprenant de constater que c'est dans les succursales de grandes entreprises manufacturières qui ne bénéficient pas d'IDE que le taux de dépenses de S-T est le plus élevé : 6 % du PIB.
- Une forte proportion d'intrants et d'extrants liés à l'innovation accentue les disparités régionales en termes de compétitivité et, partant, de performances économiques. Malheureusement, il n'est pas facile, du fait de la pénurie de données infranationales comparables, de comparer la situation des États mexicains en matière d'innovation régionale avec celle de régions des pays de l'OCDE. ■

Comment la politique nationale peut-elle contribuer à améliorer la situation à cet égard ?

Les politiques nationales du Mexique n'apportent pas un soutien suffisant à la formation de l'émergence de pôles ou de systèmes régionaux d'innovation. Si la définition des pôles peut varier, on s'accorde de manière générale à considérer qu'ils regroupent un grand nombre d'entreprises, d'acteurs et d'institutions interconnectés, dont les interactions sont facilitées par la proximité géographique. Les pôles peuvent faire partie de systèmes régionaux d'innovation, qui favorisent la création et/ou la diffusion et l'adaptation de connaissances. Dans la plupart des pays de l'OCDE, on note une convergence des politiques qui contribuent à améliorer la compétitivité

Tableau 1.

TENDANCES DES POLITIQUES DE SOUTIEN DES PÔLES ET DES SYSTÈMES RÉGIONAUX D'INNOVATION

Type de politique	Approche classique	Nouvelle approche
Politique régionale	Redistribution des régions dynamiques vers les régions en retard	Bâtir des régions compétitives rassemblant des acteurs et des actifs locaux
Politique scientifique et technologique	Financement de projets individuels et sectoriels en recherche fondamentale	Financement de recherches menées en collaboration grâce à la constitution de réseaux d'entreprises industrielles et commerciales
Politique d'enseignement supérieur	Priorité accordée au rôle des établissements d'enseignement supérieur (EES) et à la recherche fondamentale	Encourager l'établissement de liens plus étroits entre l'industrie et la recherche conjointe ; renforcer la spécialisation des établissements d'enseignement supérieur
Politiques en faveur des entreprises	Octroi de subventions aux entreprises ; promotion de champions nationaux	Aider à répondre aux besoins communs de groupes d'entreprise et faciliter l'absorption des technologies (en particulier dans les PME) ; encourager les retombées de l'IDE

Notes : EES = établissement d'enseignement supérieur ; IDE = investissement direct étranger ; PME = petites et moyennes entreprises.

Source : OECD (2007), *Competitive Regional Clusters: National Policy Approaches*, compte tenu des modifications.

régionale grâce au soutien apporté aux pôles et aux systèmes d'innovation régionaux. Ces politiques concernent : le développement régional ; la science, la technologie et l'innovation ; l'enseignement supérieur ; et des entreprises (voir tableau 1).

Il n'existe pas d'approche coordonnée de la politique de développement régional au Mexique; les efforts déployés en faveur des régions sont ciblés sur la lutte contre la pauvreté ou sur les infrastructures plutôt que sur l'amélioration de la compétitivité. Cependant, les politiques de développement régional soutiennent la croissance dans toutes les régions. Au Mexique, seules 10 % des régions fournissent 41 % du PIB national (dans 11 pays de l'OCDE, 10 % des régions les plus prospères génèrent au moins 40 % du PIB). De plus, les bonnes performances d'une région peuvent avoir des retombées positives sur des régions voisines mais l'inverse est également vrai. Les performances médiocres d'une région peuvent avoir des effets négatifs sur une région voisine. Les politiques de développement régional peuvent aussi viser à améliorer l'équité et l'efficacité, et corriger de ce fait certaines des disparités dans l'ensemble du pays.

Seul un petit nombre de politiques ciblées sur les entreprises (politiques sectorielles, politiques en faveur des PME, programmes d'IDE) sont élaborées conjointement avec les États et tiennent compte des spécificités régionales. La plupart des programmes sectoriels ne sont pas conçus en fonction des spécificités locales même si certains États génèrent la majeure partie de la production nationale dans les secteurs visés. Il existe cependant des programmes nationaux ciblés sur le développement de pôles et d'activité d'innovation en coopération avec les États, comme les programmes Prosoft (logiciels) et Prologyca (pôles logistiques).

Les mesures à prendre devraient viser à remédier à l'absence de liens fructueux de collaboration entre l'IDE, la S-T et la productivité qui limitent les retombées positives de l'IDE. La politique nationale en faveur de l'IDE n'a pas jusqu'ici permis d'harmoniser les incitations et les avantages accordés par les États en faveur de l'IDE, ce qui déclenché, dans certains cas, une « surenchère à la baisse ». On note un manque de coordination des politiques menées au niveau fédéral et au niveau des États pour attirer l'IDE ainsi que la quasi-absence de stratégie à long terme menée à ces deux niveaux. On note aussi une pénurie de statistiques harmonisées, celles-ci diffèrent en effet selon qu'elles émanent des États ou des autorités fédérales.

L'amélioration des capacités d'absorption de l'innovation des microentreprises et des PME est vitale pour l'accroissement de la productivité du Mexique. La politique en faveur des PME ne comprend pas de programmes encourageant explicitement la collaboration et l'innovation. De précédents rapports de l'OCDE ont signalé certains progrès concernant le Fonds des PME. Néanmoins, il n'a pas encore été remédié aux nombreux défis recensés, notamment au niveau opérationnel, ce qui compromet les efforts déployés pour soutenir les systèmes régionaux d'innovation. L'un des résultats positifs de la stratégie de financement des PME est le développement d'intermédiaires privés capables de fournir des services techniques à ces entreprises. Le renforcement des capacités et l'homologation des organismes pouvant jouer un rôle d'intermédiaire sont des stratégies qui permettent de garantir une qualité élevée des services propres à stimuler l'innovation dans les PME. Compte tenu de l'enveloppe attribuée au Fonds de financement des PME, il serait possible de mettre de côté une plus forte proportion des ressources pour financer des tâches de suivi et d'évaluation, dans lesquelles les administrations infranationales pourraient jouer un rôle majeur, en particulier si certains de ces fonds étaient décentralisés.

L'importance des systèmes régionaux d'innovation est de plus en plus reconnue dans la politique scientifique et technologique et la politique d'innovation ; toutefois, le Mexique a grandement besoin de renforcer ses capacités dans ce domaine. L'OCDE

avait déjà signalé que le degré élevé de concentration territoriale des ressources d'innovation du pays constituait une menace pour son système national d'innovation. C'est pourquoi les États doivent intervenir davantage dans le soutien à la S-T et à l'innovation, mais il leur faut aussi renforcer leurs capacités à cette fin. La part du budget national attribuée au financement de programmes en faveur de la science, de la technologie et de l'innovation, est très réduite et la part attribuée aux régions est faible, mais augmente.

Le Conseil scientifique et technologique national (CONACYT) gère le programme des *Fondos Mixtos* (fonds mixtes, le FOMIX) qui a pour objet de promouvoir le développement scientifique et technologique au niveau infranational. Plusieurs États ont déjà conclu un accord avec le CONACYT pour la décentralisation d'autres fonds d'innovation, et il faudrait en tirer des enseignements pour le FOMIX.

Le FORDECYT – Fonds institutionnel pour le développement régional par le biais de la Promotion, de la science, de la technologie et de l'innovation – a été créé en 2009 pour compléter le programme FOMIX. Ce Fonds adopte une approche novatrice qui consiste à cibler à la fois les régions géographiques (groupement de communes ou d'États voisins) et les régions thématiques (groupement de communes ou d'États qui sont confrontés aux mêmes défis). Ce Fonds pourrait aider à mettre en place une collaboration régionale souple, à remédier aux problèmes socio-économiques majeurs du Mexique, à augmenter la taille moyenne des projets financiers, à réduire les coûts de transaction et à améliorer les incitations pour les participants aux projets.

La politique à suivre à l'égard de l'enseignement supérieur doit englober les pôles régionaux. Les établissements de l'enseignement supérieur jouent un rôle vital dans le soutien des pôles et des systèmes régionaux et d'innovation, mais cette « troisième mission » de soutien régional est sous-développée au Mexique. Si le ministère de l'Éducation n'a pas pour politique d'encourager la participation du secteur de l'enseignement supérieur à la vie économique, d'autres acteurs fédéraux, comme le CONACYT et, dans une moindre mesure, le ministère de l'Économie, par le biais du Fonds des PME, octroient des incitations. On recense de nombreux exemples dans les pays de l'OCDE de politiques de pôles qui privilégient la collaboration avec le secteur universitaire et d'autres mesures en faveur de l'enseignement supérieur dont le Mexique pourrait s'inspirer pour renforcer sa participation au développement régional. ■

Que devraient faire les États ?

Les États doivent adapter leurs politiques de compétitivité à une conception de l'économie fondée sur le savoir. Les États mexicains ont fait de l'amélioration de la productivité une priorité d'action, mais ils adoptent une approche davantage ciblée sur la réglementation et l'environnement général des entreprises qu'une approche holistique. De ce fait, ils tendent à cibler leur action sur la position relative des États par rapport à celle des autres États du Mexique, mais non par rapport à la compétitivité mondiale. Une démarche positive consisterait à renforcer la participation des acteurs de la société civile à l'élaboration de ces stratégies dans le cadre de conseils ou d'initiatives réunissant des acteurs publics et privés. L'administration fédérale pourrait saisir la possibilité de montrer l'exemple aux États en adoptant une approche plus holistique à l'égard de la compétitivité.

Les États doivent coopérer les uns avec les autres au sujet de la politique de création de pôles et fixer des objectifs réalistes. La hiérarchisation des priorités effectuée par différents ensembles d'acteurs n'est pas nécessairement cohérente, comme on le constate pour le secrétariat au Développement économique et le Conseil de la S-T d'un même État. Dans de nombreuses régions de l'OCDE, ce qui fait la différence, ce n'est pas un secteur, mais la conjonction de différentes spécialisations et technologies

propres à doter une région d'une niche compétitive sur le marché mondial. Il faudrait encourager l'établissement de liens plus étroits entre les États lorsque les limites administratives des pôles débordent sur les territoires des États voisins.

Les États devraient dépasser les approches fondées sur les projets pour soutenir les systèmes régionaux d'innovation et mieux intégrer les politiques de S-T dans les politiques générales de développement économique. La notion de système régional de l'innovation n'est pas encore intégrée dans les politiques de la plupart des États et il n'existe que très peu d'études sur ce sujet. Conformément à la tradition des plans adoptés à l'échelle des ministères ou du pays, les plans en faveur de la S-T tendent généralement à énoncer des grands principes ou des priorités d'action plutôt qu'à définir des stratégies concrètes. L'importance et le rôle des conseils de S-T varient fortement selon les États et leur efficacité ne correspond pas toujours à leurs niveaux de développement économique.

Les États du Mexique ont mis en place ou soutenu différents types de programmes en faveur de l'innovation. Ils mettent en œuvre, au minimum, le programme national FOMIX à l'appui des projets communs de recherche. Certains États ont réussi à capter d'autres fonds nationaux pour la recherche scientifique et industrielle, mais ces fonds ne sont pas toujours proportionnels aux capacités scientifiques ou industrielles des États en question. Les programmes mis en œuvre à l'échelon des États peuvent comprendre des échanges d'experts et de professeurs, des bourses d'étude, le soutien à l'enregistrement de brevets, au transfert de technologies et à la mise en place de réseaux d'innovation et de nouveaux intermédiaires, voire de parcs technologiques, dont le plus important est le PIIT situé dans l'État du Nuevo Leon, dans le cadre de l'Initiative Cité du savoir. Les États devraient prendre d'autres mesures pour assurer la participation des EES et garantir là des intermédiaires propres à faciliter les transferts de technologie. ■

Quels sont les outils de gouvernance qui permettent d'atteindre ces objectifs ?

Tous les niveaux d'administration sont responsables de la compétitivité régionale. La plupart des États du Mexique se contentent actuellement de mettre en œuvre la politique nationale ou de reproduire une tendance, comme les parcs technologiques. Seuls un petit nombre d'États ont fait preuve d'une plus grande autonomie en concluant des accords avec l'échelon fédéral.

La centralisation budgétaire, la pénurie de capacités au niveau des États, et l'attitude traditionnelle qui consiste à appliquer les politiques nationales contribuent à expliquer pourquoi la plupart des États ne jouent pas un rôle actif dans la formulation de politiques autonomes en faveur de l'innovation régionale. Il faut noter que 3 % seulement du total des recettes fiscales proviennent de sources infranationales et que les budgets des États sont essentiellement constitués de transferts de l'administration fédérale, dont les trois cinquièmes sont affectés. De plus, le niveau total des dépenses publiques fédérales est peu élevé et empêche d'investir suffisamment dans le soutien de la compétitivité régionale.

Le caractère discontinu de la gouvernance constitue un obstacle à la mise en œuvre de stratégies à long terme de soutien de la compétitivité. Les règles applicables en matière de réélection se traduisent par des rotations fréquentes des dirigeants politiques et des fonctionnaires. Les changements de gouvernements s'accompagnent de changements de politiques. Les acteurs privés devraient donc être encouragés à contribuer à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies en faveur de l'innovation régionale afin de garantir leur viabilité à long terme.

L'amélioration de la compétitivité régionale exige aussi une collaboration transectorielle et des « gardiens ». Les modèles de « gardiens » dans les pays de l'OCDE sont notamment les suivants : les ministères spécialisés, les agences nationales

de développement régional ou les organes de coordination interministérielle. Le Mexique compte au moins sept ministères dont l'action a un impact sur le développement régional et, si l'on a recensé certaines tentatives de mise en place d'un gardien au niveau national, on constate qu'aucune autorité ne s'est vu confier une mission de développement régional aux compétences aussi vastes.

On recense un certain nombre d'initiatives transectorielles intéressantes prises au niveau des États pour soutenir la compétitivité régionale. Ces modèles prévoient généralement la création d'un poste de « gardien » au sein du Bureau du gouverneur ou du ministère de Développement économique et de l'État, et dans certains cas, la participation de conseils du secteur privé. Ces conseils n'intègrent généralement pas de nombreux acteurs liés à la science et à la technologie au niveau des États. Si la plupart des conseils scientifiques et technologiques ne se voient pas accorder une place prédominante au sein des États, certains d'entre eux comptent en leur sein des représentants de plusieurs ministères ou préfèrent ne pas relever d'un ministère donné afin de jouer un plus grand rôle transectoriel.

Les instruments de coordination verticale, comme les contrats de financement conjoint et les contrats « relationnels » permettent d'adapter les politiques aux spécificités régionales. Ces contrats, qui sont conclus entre différents niveaux d'administration visent à les amener à œuvrer ensemble pour atteindre les objectifs visés. Au-delà de l'aspect cofinancement, les contrats sont une formule couramment utilisée dans les pays de l'OCDE pour faciliter l'action concertée de différents niveaux d'administration. Toutefois, dans les cas où les fonds sont utilisés pour améliorer la compétitivité régionale par le soutien apporté aux pôles et aux systèmes régionaux d'innovation, on ne voit pas toujours très clairement quelles sont les meilleures solutions. C'est la raison pour laquelle le concept de passation de contrats « relationnels » par opposition à celui des contrats « transactionnels » est plus adapté au développement régional.

L'expérience des pays de l'OCDE montre que les contrats relationnels contribuent à développer les capacités et la confiance entre les administrations nationales et infranationales. Au Mexique, les *convenios* sont des contrats passés entre l'administration fédérale et les administrations des États, mais plusieurs de leurs caractéristiques pourraient être améliorées sur le modèle des bonnes pratiques de l'OCDE. Parmi les exemples qui pourraient servir de modèles pour le Mexique, citons les *Contrats plan État région* français, les *Accordi di Programma Quadro* italiens ou les *convenios* espagnols. Le suivi et l'évaluation ne sont pas suffisamment développés au Mexique, mais ils sont nécessaires pour améliorer la mise en œuvre des politiques et étayer les efforts de coordination verticale propres à permettre d'accroître la participation des échelons infranationaux à la poursuite des objectifs visés par les programmes nationaux. ■

Pour plus d'information

Pour plus d'information sur le *OECD Review of Regional Innovation: 15 Mexican States* ou pour d'autres examens de la série, veuillez contacter Karen Maguire, mél : karen.maguire@oecd.org, tél. : +33 (0)1 45 24 87 56 ou Andrew Davies, mél : andrew.davies@oecd.org, tél. : +33 (0)1 45 24 15 92.



Références

OCDE (2009), **OECD Reviews of Regional Innovation: 15 Mexican States**, ISBN 978-92-64-06012-8, € 70, 424 pages.

OCDE (2009), **OECD Reviews of Innovation Policy: Mexico**, à paraître.

OCDE (2008), **OECD Reviews of Regional Innovation: North of England, UK**, ISBN 978-92-64-04892-8, € 30, 248 pages.

OCDE (2007), **Getting it Right: OECD Perspectives on Policy Challenges in Mexico**, disponible sur www.oecd.org/dataOCDE/12/27/38136757.pdf.

OCDE (2007), **OECD Reviews of Regional Innovation: Competitive Regional Clusters: National Policy Approaches**, ISBN 978-92-64-03182-1, € 50, 296 pages.

OCDE (2007), **OECD Reviews of Regional Innovation: Globalisation and Regional Economies: Can OECD Regions Compete in Global Industries?**, ISBN 978-92-64-03779-3, € 70, 244 pages.

OCDE (2007), **OECD Rural Policy Reviews: Mexico**, ISBN 978-92-64-01152-6, € 40, 198 pages.

OCDE (2007), **OECD Territorial Reviews: Yucatan, Mexico**, ISBN 978-92-64-03702-1, € 40, 222 pages.

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :
www.oecd.org/librairie

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles
sur notre bibliothèque en ligne : www.SourceOCDE.org

Où nous contacter ?

SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal
75775 PARIS Cedex 16
Tél. : (33) 01 45 24 81 67
Fax : (33) 01 45 24 19 50
E-mail : sales@oecd.org
Internet : www.oecd.org

ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin
Schumannstrasse 10
D-10117 BERLIN
Tél. : (49-30) 288 8353
Fax : (49-30) 288 83545
E-mail :
berlin.centre@oecd.org
Internet :
www.oecd.org/berlin

ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE
de Washington
2001 L Street N.W., Suite 650
WASHINGTON DC 20036-4922
Tél. : (1-202) 785 6323
Fax : (1-202) 785 0350
E-mail : washington.contact@oecd.org
Internet : www.oecdwash.org
Toll free : (1-800) 456 6323

JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo
Nippon Press Center Bldg
2-2-1 Uchisaiwaicho,
Chiyoda-ku
TOKYO 100-0011
Tél. : (81-3) 5532 0021
Fax : (81-3) 5532 0035
E-mail : center@oecdtokyo.org
Internet : www.oecdtokyo.org

MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique
Av. Presidente Mazaryk 526
Colonia: Polanco
C.P. 11560 MEXICO, D.F.
Tél. : (00 52 55) 9138 6233
Fax : (00 52 55) 5280 0480
E-mail :
mexico.contact@oecd.org
Internet :
www.oecd.org/centrodemexico

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques
et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.